



Conseil économique et social

Distr. générale
22 juillet 2011
Français
Original : anglais

Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 2011*

(20-23 juin 2011)

* Le présent document est une version préliminaire du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle (20-23 juin 2011). Le rapport sur les travaux de la première session ordinaire (8-11 février 2011) a été publié sous la cote E/2011/34 (Part I) tandis que le rapport sur les travaux de la deuxième session ordinaire (12-15 septembre 2011) figurera dans le document combiné portant la cote E/2010/34 (Parts I and II) et sera publié dans sa version finale dans la série des *Documents officiels du Conseil économique et social, 2011, Supplément n° 14* (E/2011/34/Rev.1-E/ICEF/2011/7/Rev.1).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Organisation de la session.	3
A. Déclarations liminaires de la Présidente et du Directeur général	3
B. Adoption de l'ordre du jour	5
II. Délibérations du Conseil d'administration	5
A. Rapport annuel du Directeur général : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme, 2006-2013	5
B. Rapport sur l'application de la politique d'égalité des sexes à l'UNICEF.	8
C. Rapport du bureau de la déontologie.	9
D. Propositions de coopération au titre des programmes de l'UNICEF	11
E. Rapports sur les visites de terrain du Conseil d'administration	18
F. Déclaration du Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF	19
G. Questions diverses	20
H. Adoption des projets de décision.	22
I. Déclarations de clôture du Directeur général et de la Présidente	22
Annexe	
Décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2011	23

I. Organisation de la session

A. Déclarations liminaires de la Présidente et du Directeur général

1. La Présidente a déclaré que, dans un monde gagné par une insécurité croissante, il était plus urgent que jamais d'accorder la priorité aux enfants dans les objectifs, les plans et les budgets internationaux et nationaux. Plusieurs points de l'ordre du jour, notamment l'examen des projets de descriptifs de programme de pays, traduisaient la démarche d'équité défendue par l'UNICEF. Cette approche centrée sur les besoins et les droits des populations pauvres, marginalisées et défavorisées était primordiale pour atteindre les objectifs inscrits dans la Déclaration et les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que les objectifs nationaux.

2. La Présidente a indiqué que d'autres documents importants inscrits à l'ordre du jour, notamment le rapport annuel du Directeur général sur les progrès accomplis et les résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme (PSMT), révélaient les efforts faits par l'UNICEF pour s'alléger, devenir plus efficace, efficient et attentif aux résultats et collaborer plus étroitement avec ses partenaires, en particulier dans le système des Nations Unies.

3. La Présidente a ajouté que des discussions thématiques approfondies sur les domaines d'intervention couverts par le PSMT (par exemple, pour la présente session, la protection des enfants contre les violences et les sévices) préparaient solidement le terrain pour l'élaboration du prochain PSMT couvrant la période 2014-2017. On ne pouvait que féliciter l'UNICEF de communiquer régulièrement sur les questions liées au genre et notamment sur sa politique d'égalité des sexes, d'autant que la problématique hommes-femmes doit rester la pierre angulaire du développement.

4. Dans sa déclaration liminaire, le Directeur général a salué l'excellence et le sérieux du travail accompli par Saad Houry et Frafjord Johnson, Directeurs généraux adjoints sortants, et a souhaité la bienvenue à Geeta Rao Gupta, Directrice générale adjointe des programmes.

5. Le Directeur général a décrit les grandes priorités de l'UNICEF pour les quelques années à venir et notamment pour le prochain exercice biennal (2012-2013). L'un des thèmes généraux serait l'approfondissement du concept d'équité – non pas simplement sa formulation mais aussi son application sur le terrain aux niveaux national et local. Il s'agirait alors de travailler avec les partenaires afin de repérer les goulots d'étranglement qui entravent l'accès aux populations les plus difficiles à atteindre.

6. Aller à la rencontre des enfants dans le besoin est encore plus difficile dans un environnement de crise financière mondiale, car les donateurs ont réduit leurs financements et de nombreux gouvernements ont sabré dans leurs dépenses sociales, a poursuivi le Directeur général. L'UNICEF devait donc prendre la mesure de ces réalités difficiles, l'une d'entre elles étant la diminution constante de ses ressources de base. Face à cette nouvelle donne, il avait procédé à un examen budgétaire. L'une des recommandations issues de ce travail est que, pour l'exercice 2012-2013, il devait réduire son budget de gestion de 4,2 % et son budget général de 5,3 % par rapport à 2010-2011. Ces coupures, a précisé le Directeur général, concerneraient

essentiellement le siège et n'affecteraient aucunement le montant des ressources affectées aux programmes.

7. Dans les années qui nous séparent encore de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, du nouveau PSMT et de l'échéance 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement, l'UNICEF et ses partenaires auront l'occasion de se renforcer et de faire davantage encore pour les enfants, a expliqué le Directeur général. Car ils pouvaient aller plus loin encore – par exemple éradiquer la poliomyélite, remporter la bataille contre les deux grands tueurs d'enfants que sont les pneumonies et les diarrhées, et aider les pays à vacciner leurs enfants. Ces efforts devaient être complétés par des initiatives communautaires d'information des familles sur ces maladies et leur traitement et par des campagnes de sensibilisation aux règles d'hygiène. D'ici à 2013, l'UNICEF et ses partenaires entendent faire des progrès suffisants pour libérer entièrement toute une génération du VIH/sida, notamment grâce à la prévention de la transmission de la mère à l'enfant et à l'administration d'antirétroviraux aux femmes difficiles à atteindre jusqu'ici.

8. La prévention des retards de croissance et des carences nutritionnelles permettra de préserver le capital physique et cognitif des jeunes enfants, a expliqué le Directeur général. L'accent serait mis sur l'éducation de qualité, notamment par des mesures telles que l'accès élargi à l'école maternelle, la diminution des frais scolaires supportés par les familles, des écoles plus sûres pour les enfants et la formation des enseignants – autant de moyens efficaces de combattre la pauvreté, en particulier celle qui touche les filles, a-t-il ajouté. L'UNICEF s'emploierait aussi avec ses partenaires à protéger les enfants contre l'exploitation, les violences et les sévices, notamment en utilisant des moyens innovants pour favoriser l'enregistrement des naissances afin de protéger les enfants contre la traite, le mariage précoce et autres formes d'exploitation. Il devait parallèlement promouvoir la ratification universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses deux protocoles facultatifs.

9. Construire un avenir meilleur pour les enfants les plus vulnérables de la planète signifiera également améliorer la qualité, la quantité et la ponctualité des données, notamment au moyen d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples sur les ménages, a poursuivi le Directeur général. L'UNICEF étudiait un nouveau concept élaboré autour des domaines de résultats stratégiques, qui permettrait d'évaluer avec les partenaires les progrès accomplis sur de grands dossiers d'actualité tels que la vaccination, la diminution des retards de croissance et l'amélioration de la formation des enseignants et de débloquent les goulots d'étranglement les plus gênants. Des informations supplémentaires sur cette innovation seraient communiquées au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2011.

10. Un meilleur UNICEF, a dit le Directeur général, doit réagir plus rapidement aux urgences et renforcer son rôle d'organisme chef de file dans ses domaines de compétence. Des mesures ont été prises pour améliorer les équipes d'intervention rapide nouvellement créées.

11. Le Directeur général a évoqué les initiatives déjà lancées pour rendre l'UNICEF plus efficace, à savoir notamment l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), qui permettraient à l'UNICEF de prendre de meilleures décisions en matière d'allocation des ressources et de faire

d'autres gains d'efficacité et des économies supplémentaires. L'UNICEF était également résolu à devenir encore plus transparent. Ainsi, il divulguerait publiquement les prix auxquels il achète les vaccins.

12. Un meilleur UNICEF, a précisé le Directeur général, s'emploiera aussi à renforcer ses partenariats – avec ses organisations sœurs au sein des Nations Unies, avec des entités comme la Banque mondiale et avec le secteur privé. Le Fonds veut devenir un cas exemplaire de mise en cohérence du système des Nations Unies.

13. Le Directeur général a conclu son intervention en appelant les donateurs à soutenir les efforts déployés par l'UNICEF pour mobiliser des ressources de base supplémentaires, indispensables pour obtenir des résultats au profit des enfants. Le Fonds continuerait de collaborer étroitement avec les comités nationaux pour l'UNICEF afin d'atteindre cet important objectif.

B. Adoption de l'ordre du jour

14. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour et le calendrier et arrêté l'organisation des travaux de la session (E/ICEF/2011/8).

15. Conformément à l'article 50.2 du Règlement intérieur, le Secrétaire du Conseil d'administration a annoncé que 51 délégations dotées du statut d'observateur, 1 entité des Nations Unies, 3 organisations intergouvernementales, le Groupe permanent des comités nationaux pour l'UNICEF et 3 organisations non gouvernementales (ONG), avaient présenté des pouvoirs pour la session.

II. Délibérations du Conseil d'administration

A. Rapport annuel du Directeur général : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme, 2006-2013

16. Le Directeur de la Division des politiques et pratiques a présenté le rapport (E/ICEF/2011/9). Il a indiqué que les données accompagnant le rapport annuel comprenaient maintenant des indicateurs pour les objectifs organisationnels et les stratégies transversales, ainsi que des informations sur les principaux indicateurs de gains d'efficacité à l'UNICEF.

17. Les délégations ont bien accueilli le rapport annuel, dont elles ont salué l'exhaustivité et le caractère circonstancié. Plusieurs ont recommandé que les futurs rapports mettent mieux en évidence la contribution de l'UNICEF aux résultats obtenus au niveau national. Les rapports devaient s'étendre davantage sur les leçons de l'expérience et mieux corréler les résultats avec ceux du PSMT, en indiquant notamment les données de référence du plan. Par ailleurs, le prochain PSMT (pour 2014-2017) devait proposer un cadre de résultats plus solide. Les délégations ont rappelé que les rapports devaient être fondés sur des données à jour et certaines ont insisté sur la nécessité d'une collaboration plus étroite avec les bureaux de statistique nationaux.

18. Les délégations ont tout particulièrement salué le travail de l'UNICEF dans ses cinq domaines d'intervention, les domaines transversaux et l'action humanitaire, et

beaucoup ont demandé des précisions sur des activités qui les intéressaient spécifiquement.

19. Les délégations qui ont pris la parole ont unanimement approuvé le principe d'équité défendu par l'UNICEF. Ce principe, ont-elles indiqué, était étroitement lié à la centralité des droits de l'homme qui régit la programmation et contribuerait solidement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'échéance de 2015. Un intervenant a demandé à l'UNICEF de donner des précisions sur les résultats de son approche fondée sur l'équité et sur l'application de cette démarche dans le système des Nations Unies.

20. La contribution de l'UNICEF à la mise en cohérence de l'action du système des Nations Unies et notamment à l'initiative Unis dans l'action a été très appréciée. Certaines délégations ont demandé à ce propos que le processus d'harmonisation soit accéléré et renforcé.

21. Un certain nombre de délégations ont encouragé l'UNICEF à focaliser ses efforts sur ses domaines d'intervention privilégiés et notamment l'action humanitaire. Plusieurs intervenants ont recommandé que l'UNICEF étudie de plus près les problèmes de coordination et de direction des modules et la division du travail entre les différentes entités dans une optique de coordination et de responsabilité renforcées. Ils ont estimé que cette démarche nécessiterait le déploiement du personnel le plus qualifié dans des délais plus courts. L'UNICEF a été exhorté à collaborer plus étroitement avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres partenaires pour exécuter la décision du Comité permanent interorganisations concernant l'amélioration de la coordination et des résultats.

22. Les délégués du Japon ont remercié l'UNICEF, les comités nationaux pour l'UNICEF et les autres acteurs d'avoir aidé leur pays au lendemain du tremblement de terre du 11 mars 2011. Le Fonds avait apporté une aide humanitaire particulièrement appréciable aux enfants et aux femmes affectés par le changement politique; il devait maintenant tirer les enseignements de ses interventions en Haïti et au Pakistan et les partager. Selon une délégation, le Conseil d'administration pourrait utilement approfondir ses débats sur son travail humanitaire et sur sa coordination à l'échelle du système.

23. La problématique hommes-femmes a été évoquée largement lors des délibérations. Les délégations ont applaudi la volonté de plus en plus affirmée de l'UNICEF de promouvoir l'égalité des sexes en interne et dans les programmes de pays. Elles ont recommandé que l'UNICEF redouble d'efforts pour porter au delà des 57 % actuels le pourcentage de nouveaux programmes de pays conformes aux normes en matière d'égalité hommes-femmes. L'UNICEF a par ailleurs été invité à faire figurer dans son prochain rapport annuel les résultats obtenus en matière d'égalité des sexes dans chaque domaine d'intervention et à continuer de coopérer avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

24. Des délégations ont félicité l'UNICEF de vouloir s'employer à améliorer son efficacité et son impact institutionnels. Elles ont demandé des précisions sur la gestion globale des risques et ont salué les mesures prises pour accroître la transparence du marché des vaccins. Le fait que le Directeur général veuille réduire les coûts administratifs sans réduire le niveau de financement des programmes a été

salué. L'UNICEF a été invité à assurer la représentation adéquate des pays de programme lors des recrutements de personnel.

25. Les délégations ont commenté avec satisfaction le rôle accru de l'évaluation et de l'audit à l'UNICEF. Certains intervenants ont proposé que des ressources humaines et des appuis supplémentaires soient affectés aux activités d'évaluation. D'autres ont préconisé l'utilisation plus systématique des évaluations à des fins d'analyse des résultats. À propos des données internes, certaines délégations ont demandé à l'UNICEF d'autoriser un accès élargi aux rapports d'audit.

26. Les délégations ont déclaré qu'elles appréciaient l'intérêt porté par l'UNICEF aux pays à revenu intermédiaire et aux pays les moins avancés, en particulier dans le domaine de l'investissement pour la nutrition. Quelques-unes ont recommandé que le Fonds intègre autant que nécessaire dans ses cadres de résultats et son plan stratégique à moyen terme pour 2014-2017 les dispositions du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/280 du 17 juin 2011. Il fallait aussi, ont noté les délégations, continuer de soutenir la coopération Sud-Sud en s'occupant davantage des adolescents et des jeunes, des enfants handicapés et des conséquences du changement climatique pour les enfants.

27. Les délégués ont encouragé l'UNICEF à collaborer plus étroitement avec ses partenaires, notamment à l'intérieur du système des Nations Unies et dans le secteur privé, ainsi qu'avec la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

28. Les délégations ont insisté sur la nécessité d'enrayer le déclin des recettes au titre des ressources ordinaires qui forment l'assise du financement de l'UNICEF. Un certain nombre d'intervenants ont exhorté les donateurs à augmenter leurs contributions aux ressources ordinaires de l'UNICEF et ont demandé parallèlement au Fonds de rechercher de nouvelles sources de financement, notamment en mobilisant les ressources nationales et celles des pays en transition.

29. Les délégations ont fait savoir qu'elles appréciaient vivement le travail accompli par les Directeurs généraux adjoints sortants Saad Houry et Hilde Frafjord Johnson. Elles ont souhaité la bienvenue à Geeta Rao Gupta, nouvelle Directrice générale adjointe des programmes.

30. Le Directeur général a remercié les délégations pour leurs observations et leurs déclarations en faveur de l'augmentation des ressources ordinaires de l'UNICEF. Il a félicité le Groupe permanent des comités nationaux de son excellent travail et de sa coopération renouvelée avec l'UNICEF.

31. Répondant aux questions et observations formulées, la Directrice adjointe de la Division des politiques et pratiques a remercié les délégations de leur précieuses observations, qui allaient faciliter l'obtention et l'expansion des résultats au profit des enfants.

32. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2011/12.

B. Rapport sur l'application de la politique d'égalité des sexes à l'UNICEF

33. Le Conseil d'administration était saisi du document E/ICEF/2011/10. Le Directeur de la Division des politiques et pratiques a présenté le point de l'ordre du jour.

34. Les délégations se sont félicitées des efforts méthodiques déployés par l'UNICEF pour mieux appliquer le principe d'égalité des sexes dans ses services et ses activités et pour stimuler les effets de synergie entre sa politique d'égalité des sexes et sa démarche recentrée sur l'équité. Elles ont salué le plan d'action stratégique prioritaire pour l'égalité des sexes, la création du groupe de travail de haut niveau pour l'égalité des sexes, l'élaboration du marqueur d'égalité des sexes en tant qu'outil de suivi de l'allocation des ressources, la collecte élargie de données ventilées par sexe et le renforcement des partenariats et de la collaboration avec les organismes du système des Nations Unies et en particulier ONU-Femmes. Les délégations ont noté que l'égalité des sexes était un droit humain fondamental et l'un des grands principes transversaux de la coopération pour le développement. Beaucoup se sont félicitées que cette question occupe une place croissante dans les activités des Nations Unies pour le développement et ont exprimé l'espoir que la coordination renforcée et le partage des données d'expérience favorisaient les effets de synergie et l'utilisation efficace des ressources. Quelques-unes ont de nouveau demandé que le Conseil d'administration examine les progrès sur l'égalité des sexes à l'UNICEF chaque année à sa session annuelle.

35. Les délégations ont exhorté l'UNICEF à poursuivre ses efforts pour renforcer l'assurance qualité et le suivi, notamment sur le terrain, inscrire l'égalité des sexes parmi les composantes obligatoires de tous les programmes de formation de son personnel, accroître la présence des femmes au sein de sa direction, rendre compte des résultats et de l'impact des projets sur le terrain dans ses futurs rapports sur l'égalité des sexes. Elles ont signalé que les futurs rapports gagneraient à décrire plus clairement les mesures ayant conduit à l'obtention des résultats sur le terrain et à indiquer comment la direction du Fonds s'était assurée que les données ventilées étaient utilisées au profit de l'égalité des sexes. Certaines délégations ont souligné la nécessité d'associer les hommes et les garçons à la réalisation de l'objectif d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, en favorisant notamment l'accès des filles à l'éducation, et ont demandé s'il existait un mécanisme pour que ce point soit traité systématiquement dans les débats nationaux de politique générale. D'autres ont noté que de très nombreuses filles étaient mêlées à des conflits armés et ont exhorté l'UNICEF à inclure des éléments sexospécifiques dans ses programmes de désarmement et de réintégration.

36. Les délégations ont demandé à l'UNICEF de poursuivre ses efforts pour combler les lacunes persistantes de l'analyse et de l'utilisation des données ventilées par sexe, surtout au niveau des pays, et pour étudier les corrélations entre les discriminations fondées sur le sexe et les autres formes de discrimination. D'autres, déplorant au passage que le pourcentage de descriptifs de programmes de pays conformes aux normes de l'UNICEF en matière d'égalité des sexes ait diminué dans l'année écoulée et que la communication de données ventilées par sexe soit inégale selon les domaines d'intervention du PSMT, ont souhaité avoir des précisions sur les plans élaborés par l'UNICEF pour renforcer l'analyse et l'utilisation de ces données et ont demandé si le marqueur d'égalité des sexes serait appliqué pour suivre les

progrès et les résultats. Certaines délégations ont insisté sur la nécessité d'intégrer des dimensions sexospécifiques dans les procédures de gestion de la performance et ont voulu savoir s'il existait une chaîne de responsabilités hiérarchiques et un organigramme des spécialistes des questions relatives à l'égalité des sexes aux niveaux régional et national. D'autres ont signalé qu'il serait utile d'élaborer des indicateurs supplémentaires afin de mesurer le changement plutôt que les activités et ont demandé quelles étaient les stratégies de l'UNICEF pour aider ses partenaires dans les gouvernements et la société civile à intégrer la problématique hommes-femmes dans leurs programmes.

37. Le Directeur général a répondu que l'égalité des sexes était l'une des grandes priorités de l'UNICEF. Le Fonds était certes aux avant-postes en la matière au sein de la famille des Nations Unies, mais il était loin d'avancer aussi vite qu'il le souhaitait et devait améliorer ses résultats dans un certain nombre de domaines. Le Directeur des politiques et pratiques a indiqué que l'UNICEF s'emploierait à rendre compte des résultats de son travail pour l'égalité des sexes dans le rapport annuel du Directeur général et s'attacherait davantage à désagréger les objectifs et les indicateurs figurant dans le cadre de résultats actualisé du PSMT et autres mécanismes de présentation de rapports. Il a expliqué que le marqueur d'égalité des sexes ne permettait pas de suivre les résultats en matière de développement mais aiderait à repérer les principaux résultats plus particulièrement ciblés sur l'égalité des sexes; il était d'ailleurs question d'utiliser le marqueur d'égalité des sexes de l'UNICEF comme modèle de base pour élaborer un marqueur interorganisations dans le cadre d'une initiative pilotée par ONU-Femmes.

38. Le Directeur a expliqué que l'UNICEF avait identifié les éléments critiques de la dynamisation de son action en faveur de l'égalité des sexes, à savoir la mobilisation des hommes et des garçons, en particulier dans les pays, et l'utilisation de données ventilées. L'UNICEF publierait bientôt des analyses détaillées de certains indicateurs de la base de données ChildInfo, qui seraient utilisées pour promouvoir l'utilisation plus systématique des données concernant l'égalité des sexes par les programmes de pays à travers les programmes de pays bénéficiant de l'assistance de l'UNICEF. Le Directeur a pris note des observations faites par les délégations, en ce qui concerne notamment les activités conjointes et la coordination dans le système des Nations Unies, le sort des femmes dans les situations d'après conflit, les plaidoyers auprès des partenaires nationaux et l'appui à l'élaboration de politiques à dimensions sexospécifiques. Il a indiqué pour conclure que l'UNICEF continuerait d'accélérer l'application de sa politique d'égalité des sexes et de son plan d'action stratégique prioritaire, et comptait obtenir sur le terrain des résultats et un impact à la mesure de ses ambitions.

39. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2011/13 (voir annexe).

C. Rapport du Bureau de la déontologie

40. Le Conseil d'administration était saisi du document E/ICEF/2011/11. La Conseillère principale pour les questions de déontologie a présenté le point de l'ordre du jour.

41. Les délégations ont déclaré qu'elles soutenaient le Bureau de la déontologie, dont les activités de formation et de sensibilisation contribuaient à l'avènement d'une culture de l'intégrité et de la responsabilité à l'UNICEF. Soulignant que la

transparence financière était un outil vital pour éviter les conflits d'intérêt parmi les membres du personnel et se félicitant qu'elle soit tout à fait conforme au programme, ils ont demandé au Bureau de la déontologie de veiller à ce qu'elle reste de rigueur.

42. Notant que la communication intégrale des données financières contribuerait à prouver la capacité de l'UNICEF à détecter et prévenir les conflits d'intérêt, les délégations ont demandé que les futurs rapports indiquent plus précisément le nombre réel de cas nécessitant des investigations ou des actions correctives. Plusieurs ont encouragé l'UNICEF à divulguer publiquement les intérêts financiers et extérieurs de ses dirigeants, dans les limites autorisées par les règlements de l'ONU.

43. Les délégations ont accueilli favorablement la volonté de l'UNICEF de mettre en place des protections crédibles pour les lanceurs d'alarme, en insistant sur la nécessité d'assurer le maximum de transparence et d'impartialité dans le traitement des dénonciations de représailles, et ont encouragé l'UNICEF à renforcer l'application de cette politique. Certaines ont demandé comment les demandes de protection étaient traitées lorsqu'elles n'étaient pas couvertes par la politique de protection des lanceurs d'alerte. D'autres se sont inquiétées du manque de confiance à l'égard du système de protection contre les représailles observé lors d'un récent audit sur la promotion de la déontologie et des valeurs de l'UNICEF réalisé auprès des bureaux de pays, et ont demandé s'il avait été donné suite au rapport en question. Certaines ont aussi demandé si la capacité actuelle du Bureau de la déontologie était suffisante pour traiter les questions de déontologie au sein de l'UNICEF.

44. Le Directeur général a répondu que le dispositif de transparence financière était un élément extrêmement important de la cote de confiance de l'UNICEF auprès du public et que le Bureau de la déontologie révisait ses politiques de divulgation pour une plus grande transparence. La politique de protection des lanceurs d'alerte avait tout son appui et il s'assurait que les protections nécessaires étaient en place. Répondant à une observation sur l'effectif du Bureau de la déontologie, il a confirmé qu'il allait examiner les demandes de personnel supplémentaire.

45. Au sujet des conclusions de l'audit, la Conseillère principale pour les questions de déontologie a indiqué qu'il était difficile de déterminer si la politique de protection était tenue en suspicion ou si elle était tout simplement mal connue; son bureau allait donc mieux en faire la publicité à l'avenir. Soulignant que l'UNICEF disposait de bons systèmes de protection et de transparence, elle a indiqué que le Bureau de la déontologie commençait maintenant à mieux analyser et régler les cas signalés. Son personnel était peu nombreux mais bénéficiait d'un extraordinaire soutien de la part des différents services de l'UNICEF, notamment le Bureau de la vérification interne des comptes et la Division des ressources humaines.

46. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2011/7 (voir annexe).

D. Propositions de coopération au titre des programmes de l'UNICEF

a) Approbation du descriptif de programme commun de pays révisé pour la République-Unie de Tanzanie

47. Le Conseil d'administration avait examiné le projet de descriptif de programme commun pour la République-Unie de Tanzanie (DP/FPA-ICEF-WFP/DCCP/2011/TZA/1) à sa première session ordinaire de 2011. Aucune des délégations n'ayant indiqué par écrit au Secrétariat qu'elle souhaitait poursuivre l'examen du document, le Conseil d'administration a approuvé la composante UNICEF selon la procédure d'approbation tacite.

48. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a remercié tous les partenaires qui avaient soutenu la mise au point définitive du descriptif de programme commun pour en faire un texte dynamique qui marquait un tournant dans la manière dont l'ONU traitait avec son pays. Le processus avait démontré que les réformes engagées au titre de l'initiative Unis dans l'action avaient livré des enseignements sur le renforcement de l'efficacité de l'aide au développement et que ces leçons méritaient d'être mises en pratique ailleurs.

49. S'exprimant au nom de 15 autres délégations, une délégation a souligné la nécessité de faire le bilan des enseignements du descriptif de programme pour la République-Unie de Tanzanie et des descriptifs suivants. Elle voulait savoir comment ce processus pouvait être rationalisé et servir à renforcer les partenariats dans le système des Nations Unies. Elle a demandé également où en était l'initiative Unis dans l'action, en expliquant que ce renseignement serait particulièrement utile pour l'examen du descriptif de programme commun pour l'Albanie et d'autres pays à de futures sessions.

b) Projets de descriptifs de programmes de pays et de programmes communs de pays

50. La Présidente a annoncé que le Conseil d'administration était saisi de 26 descriptifs de programmes de pays et de programmes communs de pays. Conformément à la décision 2008/17, le Conseil d'administration avait été informé des raisons pour lesquelles la présentation de 15 autres projets de descriptif était reportée de la session annuelle à la deuxième session ordinaire, ainsi qu'indiqué dans le document E/ICEF/2011/CRP.11.

51. Le Directeur des programmes a donné un aperçu des programmes de pays proposés, en les situant dans le contexte de la réalisation accélérée des objectifs du Millénaire pour le développement et de la stratégie d'équité de l'UNICEF. Il a indiqué que les descriptifs de programme promouvaient les politiques nationales et infranationales contenant des stratégies en faveur de l'équité afin de surmonter les inégalités et que, selon le contexte, ils définissaient une panoplie d'approches pour obtenir des résultats centrés sur l'équité.

Amériques et Caraïbes

52. Le Directeur régional a donné un aperçu de quatre projets de descriptif de programme de pays et de descriptif de programme multipays dont était saisi le Conseil d'administration : Chili (E/ICEF/2011/P/L.15), Programme multipays des

Caraïbes orientales (E/ICEF/2011/P/L.16), El Salvador, Honduras et Jamaïque (E/ICEF/2011/P/L.17, E/ICEF/2011/P/L.19 et E/ICEF/2011/P/L.20).

53. Les représentants d'Antigua-et-Barbuda (s'exprimant au nom des participants au Programme multipays des Caraïbes orientales), du Chili, d'El Salvador, du Honduras et de la Jamaïque se sont félicités du partenariat solide de leur pays avec l'UNICEF. Le Fonds aidait assurément les Gouvernements à œuvrer pour l'équité, l'insertion sociale et la réduction de la pauvreté, en direction plus particulièrement des populations pauvres, marginalisées ou vulnérables, dont les peuples autochtones d'ascendance africaine et les personnes handicapées. Des délégués ont signalé les avancées notables enregistrées par leur pays dans plusieurs domaines, notamment la santé, la protection et l'éducation des enfants et des adolescents, le renforcement des capacités, les droits de l'enfant et les politiques sociales. Ils ont par ailleurs fait état des immenses défis que sont la pauvreté et les inégalités, le suivi des politiques et des programmes conçus pour répondre aux besoins de tous les enfants, y compris les plus défavorisés et lutter contre la malnutrition, la déscolarisation dans les zones rurales, le travail des enfants et le taux inquiétant des nouvelles infections à VIH parmi les adolescents et les jeunes.

54. Une délégation a insisté sur les initiatives prévues pour intégrer la problématique hommes-femmes dans toutes les composantes des programmes. Le travail accompli par l'UNICEF et ses partenaires lors des catastrophes naturelles a été salué, comme en 2010 lors du séisme et du tsunami qui a frappé le Chili et de l'épisode de sécheresse subi par le Guatemala.

55. Plusieurs représentants se sont félicités que les descriptifs de programme de pays soient alignés sur les réalités locales, les priorités et l'initiative des pays, et ont insisté sur l'importance de la coopération Sud-Sud. Trois représentants ont salué le travail de l'UNICEF dans les pays à revenu intermédiaire et ont souligné la nécessité d'allouer des ressources suffisantes pour permettre à ces pays de préserver et amplifier leurs acquis, notamment en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

56. S'exprimant au sujet du projet de descriptif de programme pour le Honduras, une délégation a encouragé l'UNICEF à renforcer l'exercice des droits des enfants autochtones ou afro-honduriens et des enfants handicapés. Mais les résultats attendus étaient peut-être trop ambitieux compte tenu des ressources disponibles, surtout pour l'éducation. L'UNICEF était invitée à coopérer plus étroitement avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires.

57. Répondant aux observations, le Directeur régional a souligné que l'UNICEF était résolu à travailler en partenariat dans toute une série de pays, qu'ils soient pauvres ou à revenu intermédiaire, pour venir en aide plus particulièrement aux populations marginalisées. Tous les descriptifs de programmes de pays mettaient l'accent sur l'appropriation des projets par les pays et le renforcement des capacités nationales, surtout dans le cas des interventions lors de catastrophes. Le Directeur a indiqué que l'UNICEF appuyait les objectifs du Gouvernement hondurien en matière d'éducation et qu'il comptait sur le soutien de tous ses partenaires pour faire des avancées solides.

Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants

58. Le Directeur régional a donné un aperçu des documents dont était saisi le Conseil d'administration : un projet de descriptif de programme commun de pays pour l'Albanie (DP/FPA/OPS-ICEF/DCCP/2011/ALB/1 et Corr.1); trois projets de descriptif de programme de pays : Kirghizistan, Monténégro et Ukraine (E/ICEF/2011/P/L.2 à E/ICEF/2011/P/L.4); et une recommandation de financement par prélèvement sur les autres ressources, sans prélèvement sur les ressources ordinaires, pour la Croatie (E/ICEF/2011/P/L.1).

59. Les représentants de l'Albanie, de la Croatie, du Kirghizistan, du Monténégro, de l'Ukraine et d'autres pays de la région ont remercié l'UNICEF de l'ampleur de sa coopération. Les représentants des pays qui soumettaient de nouvelles propositions au Conseil d'administration ont souligné l'importance des travaux en cours pour promouvoir l'égalité, l'insertion sociale et la protection des garçons et des filles vulnérables, avec notamment des services sanitaires et sociaux de base de qualité. L'UNICEF a été félicité pour son appui à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a également été complimenté pour avoir aligné les programmes de pays sur les priorités nationales, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les schémas de partenariat.

60. La délégation de l'Albanie a expliqué que le projet de descriptif de programme commun pour 2012-2014 représentait le deuxième cycle de coopération du Gouvernement albanais avec les organismes de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Rappelant les objectifs du programme proposé, elle a souligné l'importance du principe « Unis dans l'action », qui avait donné un surcroît de cohérence à la programmation en étroite coordination avec le Gouvernement et avait permis à l'Albanie de prendre avec détermination les rênes des projets d'assistance lancés par l'ONU.

61. La délégation de la Croatie a indiqué que le programme 2012-2016 proposé pour son pays était centré sur la réalisation des droits des enfants, à travers notamment la protection de l'enfance et le développement du jeune enfant, à commencer par les enfants roms, les enfants handicapés, les enfants ayant maille à partir avec la justice ou victimes de violences, de sévices et de négligence.

62. La délégation du Kirghizistan a remercié l'UNICEF de son aide humanitaire apportée lors du conflit de 2010 et a souligné que le programme proposé pour 2012-2016 aiderait le gouvernement et la société civile kirghizes dans leurs efforts pour promouvoir l'équité et l'insertion sociale des enfants qui vivent dans la pauvreté, ont besoin d'être protégés et sont exposés à la violence ethnique, de manière qu'ils puissent exercer leurs droits.

63. La délégation du Monténégro a signalé que les principales composantes du programme proposé pour 2012-2016 étaient la protection de l'enfance et l'insertion sociale ainsi que les droits de l'enfant, la politique et la planification axée sur l'équité, l'insertion et la protection des filles et des garçons vulnérables.

64. La délégation de l'Ukraine a fait savoir que la prévention et le traitement du VIH/sida figuraient au premier rang des priorités et que des résultats positifs étaient déjà enregistrés dans ce domaine. Grâce à l'assistance de l'UNICEF, le pays s'était rapproché de ses objectifs d'accès universel aux traitements, de prise en charge et

d'accompagnement des enfants vivant avec le VIH et de prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

65. Deux délégations ont félicité l'UNICEF d'avoir déployé son dispositif d'aide humanitaire si rapidement lors du conflit de 2010 au Kirghizistan. Elles ont commenté favorablement les projets de descriptif de programme pour le Kirghizistan et l'Ukraine et le travail accompli par l'UNICEF pour appuyer les priorités des deux pays, notamment en ce qui concernait la santé des enfants et des femmes, la sécurité alimentaire, l'éducation préscolaire, le renforcement des programmes d'aide sociale et la lutte contre le VIH/sida. L'une des délégations a recommandé que la gestion des séquelles du conflit soit intégrée dans l'ensemble du programme pour le Kirghizistan et que l'UNICEF fournisse des précisions sur les effets de synergie qui devraient résulter de sa collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population dans le domaine de la santé procréative.

66. Le Directeur régional a remercié les délégations pour leurs observations concrètes et détaillées. Il fallait effectivement s'attaquer au problème du VIH/sida en Ukraine, a-t-il expliqué, et c'était là un domaine où la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement devait recevoir une attention prioritaire.

Asie de l'Est et Pacifique

67. La Directrice régionale a donné un aperçu de trois projets de descriptifs de programme de pays dont était saisi le Conseil d'administration : République démocratique populaire lao, Mongolie et Philippines (E/ICEF/2011/P/L.5 à E/ICEF/2011/P/L.7).

68. Les délégations de la République démocratique populaire lao et de la Mongolie ont dit combien elles appréciaient la coopération de l'UNICEF et l'appui des donateurs et des autres partenaires. Elles ont insisté sur le fait que les projets de descriptifs avaient été établis de manière concertée et qu'ils étaient alignés sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les priorités nationales.

69. La délégation de la République démocratique populaire lao a indiqué que le programme pour 2012-2015 couvrirait les domaines prioritaires que sont la santé et la nutrition, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, l'éducation, la protection de l'enfance et les politiques sociales. Le pays devait bénéficier d'un appui constant pour atteindre les objectifs 4 et 5.

70. La délégation de la Mongolie a indiqué que le programme proposé pour 2012-2016 était centré sur les deux composantes des politiques sociales : a) l'investissement dans les droits de l'enfant et la défense de ces droits; b) les interventions intégrées et sans exclusive, par le biais de services sociaux efficaces et économiques, en direction des enfants les plus durement touchés par les inégalités. Le programme devait faire en sorte que les enfants vulnérables en particulier bénéficient d'allocations de ressources adéquates.

71. La Directrice régionale a insisté sur l'engagement des gouvernements en faveur de programmes de développement axés sur l'équité et de partenariats forts avec l'UNICEF, ainsi que sur leur appropriation et leur maîtrise des programmes en question.

Afrique orientale et australe

72. Le Directeur régional a donné un aperçu de deux projets de descriptif de programmes de pays dont était saisi le Conseil d'administration : Éthiopie et Zimbabwe (E/ICEF/2011/P/L.8 et E/ICEF/2011/P/L.9 et Corr.1).

73. Les représentants de l'Éthiopie et du Zimbabwe se sont félicités que leur pays respectif entretenne de bonnes relations avec l'UNICEF et soit si attaché à sa coopération avec ce partenaire privilégié. Le représentant de l'Éthiopie a noté que, en sa qualité de pays volontaire de l'initiative Unis dans l'action, son pays avait commencé à établir des structures et des mécanismes pour accentuer la réforme des Nations Unies à l'appui des priorités nationales.

74. Des délégations ont noté avec satisfaction que les deux programmes étaient alignés sur les priorités et les stratégies nationales des Gouvernements. Une délégation a encouragé l'UNICEF à inscrire la lutte contre les violences sexistes et les châtements corporels dans les récapitulatifs de résultats des projets de descriptifs de programme pour l'Éthiopie et pour le Zimbabwe.

75. Au sujet de l'Éthiopie, une délégation a demandé quelles leçons pouvaient être tirées de la décentralisation de la planification et du renforcement des capacités d'intervention d'urgence. Une autre a noté que les taux nets d'inscription à l'école primaire et de déclaration des naissances étaient très faibles. Elle a salué les opérations montées pour remédier à ces problèmes et relever d'autres défis tels que l'excision des filles, les violences sexuelles et les mariages précoces. Un délégué a recommandé que le cadre de résultats de l'UNICEF soit plus étroitement calqué sur la logique du PNUAD. Un autre a été d'avis que les considérations de soutenabilité environnementale devaient être intégrées dans les programmes de l'UNICEF.

76. Au sujet du Zimbabwe, les délégations ont salué l'excellent travail accompli dans le domaine de l'éducation et de la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, malgré une pénurie de ressources. L'UNICEF a été exhorté à poursuivre son combat contre les discriminations, notamment en opérant un recentrage sur le principe d'équité. Une délégation a expliqué que l'UNICEF contribuait utilement à la lutte contre le VIH/sida, grâce en particulier à la fourniture de médicaments, et devait s'attacher davantage encore à renforcer les systèmes de santé, de nutrition et de prévention/traitement des infections à VIH.

77. Le Directeur régional a noté que les délégations avaient soulevé d'importantes questions. Comme elles l'avaient recommandé, l'UNICEF continuerait de faire fond sur les leçons apprises et s'emploierait à renforcer les capacités, collecter des données factuelles, débloquer les goulots d'étranglement et intégrer la problématique hommes-femmes et l'analyse des risques dans tous les aspects de son programme de travail. En Éthiopie, l'UNICEF avait aligné son cadre de résultats sur le PNUAD et continuerait d'aligner ses interventions sur les priorités nationales et les grands programmes et stratégies de développement.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

78. Le Directeur régional a donné un aperçu d'un projet de descriptif de programme de pays dont était saisi le Conseil d'administration : Maroc (E/ICEF/2011/P/L.10). Il a de plus présenté une recommandation de financement par prélèvement sur les autres ressources sans prélèvement sur les ressources ordinaires, pour Oman (E/ICEF/2011/P/L.11).

79. Le représentant du Maroc s'est félicité des bonnes relations que son pays entretenait avec l'UNICEF, notamment dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que de l'augmentation des ressources allouées au programme de pays proposé par rapport au programme précédent. Il a décrit les priorités du nouveau programme et posé plusieurs questions sur le projet de descriptif : le budget devait-il être détaillé par zones géographiques ou par thèmes? Comment les plans de développement communautaires étaient-ils formulés? les groupes vulnérables participaient-ils aux plans de préparation aux situations d'urgence? L'UNICEF avait-il établi ces plans et ces projets en coopération avec le Gouvernement?

80. Une délégation a salué le processus participatif qui avait présidé à l'élaboration du PNUAD et du projet de descriptif pour le Maroc, auquel le Gouvernement avait étroitement collaboré. Les partenaires marocains avaient ainsi pu s'approprier le programme, qui visait à créer un environnement protecteur propice au traitement équitable de tous les enfants partout dans le pays. La délégation a exprimé l'espoir que les partenaires de l'ONU tireraient parti des nouvelles initiatives au titre du PNUAD pour renforcer la coordination et les effets de synergie.

81. Le Directeur régional a répondu qu'il appréciait l'appui fourni par les partenaires dans les pays et qu'il s'entretiendrait avec le représentant du Maroc au sujet de la budgétisation et des préparatifs des opérations d'aide humanitaire.

Asie du Sud

82. Le Directeur régional a donné un aperçu d'un projet de descriptif de programme de pays dont était saisi le Conseil d'administration : Bangladesh (E/ICEF/2011/P/L.14).

83. La délégation du Bangladesh a indiqué que le projet de descriptif avait été établi à l'issue d'un processus consultatif piloté par le Gouvernement et qu'il avait été pensé pour obtenir des résultats au profit des enfants les plus pauvres, de leurs familles et de leurs communautés. Le descriptif reflétait les domaines dans lesquels l'UNICEF détenait un avantage spécifique au sein du système des Nations Unies en termes de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement inscrits dans le PNUAD. La délégation a recommandé que l'UNICEF collabore avec le Gouvernement et les parties prenantes pour s'assurer que le projet de descriptif révisé sert les aspirations du peuple bangladais, qu'il est aligné sur les principes régissant la stratégie de coopération conjointe avec le Gouvernement et qu'il prévoit une coopération étroite avec ONU-Femmes.

84. Une délégation a félicité l'UNICEF et le Gouvernement d'avoir choisi la voie consultative pour élaborer le projet de descriptif de programme et d'avoir appliqué le principe d'équité. Elle a préconisé une articulation plus claire avec le PSMT et ses principaux domaines de résultats et a demandé si la dimension de la problématique hommes-femmes avait fait l'objet d'un examen. Elle a demandé par ailleurs si les ressources étaient suffisantes pour atteindre les objectifs du programme.

85. Le Directeur régional a répondu que les observations des délégations étaient très utiles et que l'UNICEF s'emploierait avec le gouvernement et ses autres partenaires au Bangladesh à articuler clairement les domaines de résultats du projet

de descriptif avec ceux du PSMT. En réponse à la question de savoir comment des résultats aussi excellents avaient été obtenus dans le domaine de l'enregistrement des naissances et comment ils pouvaient être reproduits ailleurs, il a expliqué qu'ils résultaient d'une initiative conjointe de l'ONU pilotée par le Gouvernement, qui s'y était beaucoup investi. Cet engagement, a-t-il ajouté, était également évident dans l'élaboration d'un plan d'action pour appliquer les recommandations du Comité des droits de l'enfant. Pour ce qui était du budget, le plafond du financement, quoique ambitieux, était réaliste compte tenu des besoins du pays et de la possibilité de trouver des financements supplémentaires.

Afrique centrale et de l'Ouest

86. Le Directeur régional a donné un aperçu de huit projets de descriptif de programme de pays dont était saisi le Conseil d'administration : République centrafricaine, Tchad, Gabon, Gambie, Ghana, Mauritanie, Sao-Tomé-Et-Principe et Sénégal (E/ICEF/2011/P/L.21 à E/ICEF/2011/P/L.28).

87. Les représentants du Gabon, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et du Tchad se sont félicités de leurs bonnes relations avec l'UNICEF. Le représentant du Tchad a indiqué que le Gouvernement de son pays avait adopté des politiques nationales favorables à la promotion et à la protection des droits des enfants et des femmes et avait fait des efforts considérables pour mettre en place des mécanismes et des structures appropriés dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le représentant du Gabon a annoncé que le Gouvernement gabonais avait l'intention d'établir, avec l'assistance de l'UNICEF, un dispositif national de protection sociale des enfants les plus vulnérables et de leurs mères, notamment dans les situations d'urgence. La représentante du Ghana s'est félicitée de la visite de terrain effectuée par des membres du Conseil d'administration dans son pays du 9 au 14 mai 2011. L'aide de l'UNICEF au renforcement des capacités nationales dans différents domaines (soins de santé, nutrition, eau et assainissement, éducation et protection) avait aidé le Ghana à se doter des moyens voulus pour atteindre certains objectifs du Millénaire pour le développement. Le représentant de la Mauritanie a indiqué que son pays était disposé à renforcer sa coopération avec l'UNICEF.

88. Tout en émettant un jugement favorable sur les projets de descriptifs de programmes pour la Gambie, la Mauritanie et le Sénégal, une délégation s'est interrogée sur la viabilité de certaines activités et sur la division du travail entre les diverses parties prenantes. Elle a souligné l'importance de l'allaitement maternel pour la survie des enfants et préconisé par conséquent que la survie et le développement de l'enfant figurent parmi les composantes du programme pour la Mauritanie.

89. Le Directeur régional a remercié les délégations de leurs observations et notamment de leurs réflexions sur la nécessité de s'attaquer aux inégalités, à la pauvreté et à l'exclusion et d'agir pour améliorer la survie et le développement des enfants, la santé et la nutrition et la démobilisation des enfants. Par leurs questions et leurs préoccupations, elles démontraient leur volonté de coopération et leur parfaite compréhension des problèmes.

90. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2011/8 (voir annexe).

c) Prorogations de programmes de pays en cours d'exécution

91. En application de sa décision 2009/11, le Conseil d'administration a été informé de la prorogation pour un an de sept programmes de pays en cours d'exécution qui avaient été approuvés par le Directeur général. Les pays concernés sont les suivants : Belize, Bhoutan, Guinée, Haïti, Madagascar, République de Moldova et Tunisie. Il a été invité à approuver la prorogation pour la deuxième année consécutive du programme pour l'Afrique du Sud et la prorogation pour deux ans du programme pour le Paraguay.

92. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2011/19 (voir annexe).

E. Rapports sur les visites de terrain du Conseil d'administration

a) Rapport sur la visite des membres du Bureau du Conseil d'administration dans l'État plurinational de Bolivie du 11 au 15 avril 2011

93. Le rapport (E/ICEF/2011/CRP.12) a été présenté par Gillian Joseph, Vice-Présidente du Conseil d'administration représentant le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. La Vice-Présidente a indiqué que cette visite, qui couvrait les sites du programme à La Paz, dans ses environs et dans la province de Cochabamba, avait révélé les progrès accomplis dans la promotion du principe d'équité conformément aux priorités, politiques et plans du Gouvernement. L'UNICEF collaborait avec toute une série de partenaires, dont le Gouvernement et les groupes communautaires au niveau local et avec les entités du système des Nations Unies pour lutter contre les injustices et élargir l'accès à des services sociaux de qualité. Ces initiatives profitaient aux catégories sociales les plus pauvres et les plus vulnérables. Des avancées manifestes avaient également été faites dans la formulation et la mise en œuvre de politiques publiques favorables aux enfants et aux femmes et dans l'enrichissement de la base de données factuelles afin de réussir la programmation. Des recommandations ont été formulées pour que l'UNICEF continue de systématiser son action, d'enrichir sa base de données et de coopérer plus stratégiquement avec ses partenaires.

b) Rapport sur la visite de terrain effectuée collectivement aux Philippines par le Conseil d'administration PNUD-FNUAP-UNOPS et les Conseils d'administration de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial (26 mars-2 avril 2011)

94. M^{me} Janet Karim a fait une déclaration liminaire au nom de S. E. Brian G. Bowler, Représentant permanent du Malawi auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui avait conduit la délégation lors de sa visite aux Philippines; Noel Gonzalez-Segura, rapporteur principal de la visite sur le terrain et deuxième Secrétaire de la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies, a ensuite pris la parole pour présenter le rapport (E/ICEF/2011/CRP.13 et Corr.1).

95. M^{me} Karim a indiqué que la visite collective avait permis à la délégation de se faire directement une idée des programmes des organismes des Nations Unies dans le pays et que les délégués avaient été très impressionnés par le travail de l'UNICEF aux Philippines. La délégation avait remercié le Gouvernement philippin de lui avoir donné l'occasion d'avoir des entretiens de fond avec des hauts dirigeants et

avait également adressé des remerciements à l'équipe de pays des Nations Unies, qui avait parfaitement préparé sa visite.

96. M. Gonzalez-Segura a expliqué que les délégués avaient pu prendre la mesure de la complexité socioéconomique de la situation et constater que les valeurs moyennes des indicateurs de développement dissimulaient souvent des inégalités considérables à l'intérieur du pays. Ils avaient conclu dans leur rapport que le développement des Philippines appelait un appui constant de la part de l'ONU.

97. Le représentant de la République de Corée, qui avait participé à la visite, a ajouté que des dizaines de milliers d'enfants philippins étaient encore privés des soins et de la protection les plus élémentaires. Tel était notamment le cas des enfants déplacés par le conflit. La situation sur le plan de la sécurité demeurait tendue, mais l'environnement opérationnel des organismes des Nations Unies était fluide, et l'UNICEF pouvait fournir des assortiments nutritionnels aux enfants gravement sous-alimentés, gérer des espaces amis des enfants et fournir de l'eau potable et des sanitaires.

c) Rapport sur la visite de terrain de membres du Conseil d'administration au Ghana (9-13 mai 2011)

98. Le rapport (E/ICEF/2011/CRP.14) a été présenté par M^{me} Gail Farnigalo, Conseillère à la Mission permanente du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a remercié le Gouvernement du Ghana et le bureau de pays de l'UNICEF d'avoir organisé la visite et préparé avec un préavis relativement court un programme qui avait permis aux délégués de s'entretenir avec de nombreux acteurs nationaux, régionaux et locaux. Les membres de la délégation avaient ainsi pu se faire une idée de la situation des enfants et des femmes dans les zones urbaines et rurales.

99. Témoin sur place de la réalité des activités de l'UNICEF au service du développement du pays, la délégation avait pu également constater l'existence de grandes poches de pauvreté signalant de profondes inégalités en termes de soins de santé, de nutrition, d'éducation et de protection de l'enfance. En braquant la focale sur les inégalités, le programme de pays de l'UNICEF aiderait le Ghana, devenu un pays à revenu intermédiaire, à s'attaquer aux grands défis qui pénalisent les enfants et les femmes du Ghana.

F. Déclaration du Président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF

100. Le nouveau président de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF a souligné l'attachement du personnel au mandat de l'organisation. Il a mentionné quelques grandes difficultés et préoccupations telles que la sécurité du personnel, la prime de risque, les congés pour repos et récupération en cas d'affectation dans des lieux difficiles, ainsi que les questions relatives au recrutement du personnel et à la précarité de l'emploi résultant de la situation financière de l'UNICEF. Le Président a souligné l'existence de disparités au sein de l'organisation, notamment entre le personnel recruté sur le plan national et les fonctionnaires internationaux. Les disparités en matière de salaires, de conditions de travail et de bourses de formation devaient être examinées, a-t-il conclu, et les membres du personnel de l'UNICEF comptaient sur le Directeur général pour défendre leur cause.

101. Le Directeur général a répondu en souhaitant tout d'abord la bienvenue au nouveau président de l'Association mondiale, deuxième acteur de terrain à être élu à ce poste. L'UNICEF s'emploierait, dans le cadre réglementaire du système des Nations Unies, à trouver un moyen de réduire les disparités entre personnel recruté sur le plan national et fonctionnaires internationaux.

G. Questions diverses

102. Le Secrétaire du Conseil d'administration a présenté l'ordre du jour provisoire de la deuxième session ordinaire de 2011 du Conseil, qui devrait se tenir du 12 au 15 septembre.

Débat thématique sur les résultats obtenus et les enseignements tirés dans le domaine d'intervention n° 4 du plan stratégique à moyen terme : protection des enfants contre les violences, l'exploitation et les sévices

103. Le Directeur des programmes a dit quelques mots d'introduction; la responsable de la section de la protection de l'enfant de la Division des programmes a ensuite présenté le document de travail de la session.

104. Les délégations se sont félicitées du sérieux des débats, qui illustrait la place centrale de la protection de l'enfance dans le mandat de l'UNICEF et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La question était certes complexe et intéressait aussi bien les pays développés que les pays en développement, mais elle devait être abordée dans sa globalité et dans le contexte du recentrage de l'UNICEF sur l'équité. Beaucoup de délégations ont indiqué que la protection de l'enfance imposait de s'attaquer aux causes sous-jacentes des problèmes et aux normes sociales préjudiciables aux enfants. Étaient visés notamment les châtiments corporels et les épreuves subies par les filles, par exemple l'excision.

105. De nombreuses délégations ont insisté sur la nécessité de mettre en place des systèmes de protection solides, en particulier lors des crises humanitaires et des conflits armés, et de renforcer les mécanismes de protection, dont l'accompagnement psychosocial. Certaines ont ajouté qu'il fallait encourager et soutenir les lois de protection sociale, y compris pour les adolescents, les enfants migrants réfugiés, et cela dans une série de domaines dont la justice pour mineurs, la santé et l'éducation. L'accent devait être mis sur la prévention et la promotion d'un environnement protecteur pour les enfants. Nombre de délégations ont souligné l'importance de l'enregistrement des naissances cet égard.

106. Les délégations ont félicité l'UNICEF des efforts qu'il déploie pour parvenir à la ratification universelle des Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles ont noté avec satisfaction que l'UNICEF était le chef de file de la protection de l'enfance dans le système des Nations Unies, notamment en lien avec les résolutions 1612 (2005), 1882 (2009), 1888 (2009) et 1960 (2010) du Conseil de sécurité, ainsi que l'initiative prise par l'UNICEF d'établir sur le terrain un mécanisme commun de surveillance et de communication des informations. Beaucoup ont salué la collaboration de l'UNICEF avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et avec le Représentant spécial chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants.

107. De nombreuses délégations ont noté le caractère limité des données disponibles sur la protection de l'enfance et réclamé des recherches supplémentaires dans divers domaines tels que les vulnérabilités particulières des filles et des garçons, notamment en matière de violences sexuelles et d'impact de la criminalité organisée sur les enfants. Une délégation s'est enquis des enseignements tirés de l'analyse faite par l'UNICEF en 2010 des principales questions relatives à la protection de l'enfance dans 53 pays. D'autres ont demandé des précisions sur le suivi, la transversalisation de la problématique hommes-femmes, la collecte et la publication de données ventilées par sexe et la mise à jour des indicateurs et des principaux domaines de résultats pour la protection. Elles ont également insisté sur l'importance des partenariats, notamment avec ONU-Femmes, ainsi que sur la coopération multisectorielle et le partage des bonnes pratiques en matière de protection de l'enfance.

108. Une délégation s'est déclarée préoccupée par la diminution des crédits affectés à la protection de l'enfance dans les budgets de l'UNICEF. D'autres ont demandé quels étaient les plans de l'UNICEF pour accroître ses ressources humaines et ses capacités d'intervention sur le terrain dans les situations de crise humanitaire.

109. Le Directeur général a répondu que la protection faisait partie intégrante du programme en faveur de l'équité partout dans le monde. Il a insisté sur le fait que l'action la plus efficace de l'UNICEF pour la protection de l'enfance prenait la forme de dispositifs et de cadres juridiques plutôt que de projets précis sur le terrain et a souligné l'importance de l'enregistrement des naissances, qui avait des implications considérables dans beaucoup de domaines. Au sujet de la participation croissante de l'UNICEF au mécanisme commun de surveillance et de communication des informations, il a expliqué que la question des ressources se posait de plus en plus vivement.

110. La responsable de la protection de l'enfance a dit que l'approche intégrée appelait un travail méthodique en amont sur les cadres juridiques. Elle a souligné le rôle croissant joué par les partenariats, y compris avec les acteurs de la société civile, pour régler de nombreux problèmes concernant la protection de l'enfance dans le monde. La protection des enfants touchés par des crises et des conflits armés était effectivement une préoccupation générale, et il importait de souligner à cet égard le rôle joué par l'UNICEF au sein du Groupe de travail sur la protection des enfants, sans compter que la protection de l'enfance était une composante importante des Devoirs fondamentaux de l'UNICEF vis-à-vis des enfants dans l'action humanitaire.

Lancement de l'initiative conjointe « Des villes sûres et accueillantes pour toutes et tous »

111. La session a été brièvement suspendue pour le lancement de l'initiative conjointe réunissant ONU-Femmes, ONU-Habitat et l'UNICEF. Diverses personnalités ont pris la parole, dont Michèle Bachelet, Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Cecilia Martinez, Directrice du bureau d'ONU-Habitat à New York et Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF.

H. Adoption des projets de décision

112. Le Conseil d'administration a adopté les décisions 2011/7 à 2011/13 (voir annexe). La délégation du Bangladesh a dit combien elle avait apprécié l'appui prodigué pour la formulation et l'adoption de la décision sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés.

I. Déclarations de clôture du Directeur général et de la Présidente

113. Le Directeur général a remercié les membres du Conseil d'administration de leurs observations constructives sur le travail de l'UNICEF. Il a indiqué que le Fonds exécutait son programme en faveur de l'équité dans une optique de résultats et que cette démarche s'accompagnait d'une attention accrue au suivi et à l'analyse afin d'améliorer la performance. L'objectif d'équité était manifestement très présent dans tous les aspects des activités de l'UNICEF, à commencer par celles qui concernaient l'égalité des sexes et la protection de l'enfance, et l'appui apporté par les gouvernements partenaires était également évident dans les délibérations sur les descriptifs de programmes de pays et les rapports sur les visites de terrain.

114. Le Directeur général a également remercié les délégations de leurs propos encourageants au sujet des efforts déployés par l'UNICEF pour disposer d'une masse critique de ressources ordinaires, puisque l'organisation avait besoin de ressources de base suffisantes pour obtenir des résultats au profit des enfants. La direction de l'UNICEF restait pleinement engagée au côté du Bureau de la déontologie et l'exigence de transparence renforcerait encore la cote de confiance de l'UNICEF aux yeux du public. Pour conclure, le Directeur général a remercié les membres du Conseil d'administration de leurs travaux et de leurs réunions informelles, en notant que les vigoureux débats qui avaient marqué la session avaient conduit à l'adoption de décisions qui préservaient l'esprit d'unité et de communauté d'objectifs qui avait caractérisé les séances officielles tout au long de la session.

115. La Présidente a félicité les participants de leur engagement et a salué les bons résultats de la session. L'objectif d'équité est l'une des dimensions essentielles du rapport annuel et assurément de tous les aspects des activités de l'UNICEF, a-t-elle répété. Les actions engagées par l'organisation pour le compte des enfants les plus vulnérables étaient d'autant plus importantes que le fossé entre les riches et les pauvres était toujours là, surtout en une période de crise financière persistante et de multiplication des crises humanitaires.

116. Elle a également parlé de la protection de l'enfance, objet d'un débat thématique qui avait révélé la nécessité de promouvoir les droits de l'enfant, non seulement dans l'intérêt des enfants eux-mêmes, mais aussi dans celui des sociétés dans lesquels ils vivent. Tous les États Membres avaient le devoir de contribuer à la ratification universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses Protocoles facultatifs. La Présidente a conclu sa déclaration en exhortant les États Membres à augmenter leurs contributions aux ressources ordinaires de l'UNICEF afin que l'organisation puisse continuer de remplir ses missions de base, à savoir protéger et promouvoir les droits des enfants.

Annexe

Décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2011

2011/7

Rapport du Bureau de la déontologie

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport du Bureau de la déontologie de l'UNICEF (E/ICEF/2011/11);

2. *Constate* que le Bureau de la déontologie concourt à encourager le respect des principes de déontologie, d'intégrité et de responsabilité dans l'organisation et, à cet égard, accueille avec satisfaction les mesures qu'il a prises afin de formuler des conseils et des orientations, de protéger le personnel contre les représailles, d'examiner les déclarations de situation financière et d'organiser des séances de formation à l'intention de l'organisation et de son personnel;

3. *Engage* la direction de l'UNICEF à renforcer encore les fonctions du Bureau de la déontologie et à lui octroyer des ressources suffisantes afin qu'il puisse mener à bien son programme de travail;

4. *Attend avec intérêt* de prendre connaissance des futurs rapports annuels du Bureau de la déontologie de l'UNICEF, conformément à sa décision 2010/18, notamment des recommandations qui seront adressées à la direction en vue de renforcer l'intégrité et le respect des règles déontologiques dans l'organisation.

*Session annuelle
Le 23 juin 2011*

2011/8

Projets de descriptif de programme de pays et de programme commun de pays

Le Conseil d'administration

Approuve le budget indicatif global des programmes de coopération de pays et des programmes communs de pays suivants :

<i>Région/pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2011/</i>
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants				
Albanie	2012-2016	3 750 000	27 000 000	DCCP-ALB/1
Croatie	2012-2016	–	13 436 000	P/L.1
Kirghizistan	2012-2016	4 600 000	25 000 000	P/L.2
Monténégro	2012-2016	3 750 000	8 000 000	P/L.3 et Corr.1
Ukraine	2012-2016	4 075 000	18 000 000	P/L.4

<i>Région/pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2011/</i>
Asie de l'Est et Pacifique				
République populaire démocratique lao	2012-2015	7 860 000	51 688 000	P/L.5
Mongolie	2012-2016	3 750 000	15 250 000	P/L.6
Philippines	2012-2016	15 495 000	70 000 000	P/L.7
Afrique orientale et australe				
Éthiopie	2012-2015	160 212 000	286 985 000	P/L.8
Zimbabwe	2012-2015	19 004 000	320 724 000	P/L.9 et Corr.1
Moyen-Orient et Afrique du Nord				
Maroc	2012-2016	6 045 000	26 000 000	P/L.10
Oman	2012-2015	–	4 400 000	P/L.11
Asie du Sud				
Bangladesh	2012-2016	112 410 000	333 000 000	P/L.14
Amériques et Caraïbes				
Chili	2012-2016	3 750 000	8.000.000	P/L.15
Caraïbes orientales– programme multipays (Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Barbade, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, îles Turques et Caïques)	2012-2016	16 000 000	15 000 000	P/L.16
El Salvador	2012-2015	3 000 000	8 500 000	P/L.17
Honduras	2012-2016	3 750 000	10 000 000	P/L.19
Jamaïque	2012-2016	3 750 000	10 100 000	P/L.20
Afrique centrale et de l'Ouest				
République centrafricaine	2012-2016	19 315 000	60 000 000	P/L.21
Tchad	2012-2016	56 585 000	95 000 000	P/L.22
Gabon	2012-2016	3 750 000	8 000 000	P/L.23
Gambie	2012-2016	5 355 000	15 000 000	P/L.24
Ghana	2012-2016	43 055 000	140 000 000	P/L.25
Mauritanie	2012-2016	9 020 000	53 475 000	P/L.26
Sao Tomé-Et-Principe	2012-2016	3 750 000	2 500 000	P/L.27
Sénégal	2012-2016	26 730 000	50 000 000	P/L.28

*Session annuelle
Le 23 juin 2011*

2011/9

Prorogation de programmes de pays en cours

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* de la prorogation, pour un an, des programmes de pays, qui a été approuvée par le Directeur général, comme il est indiqué au tableau 1 figurant dans le document E/ICEF/2011/P/L.29, pour le Belize, le Bhoutan, la Guinée, Haïti, Madagascar, la République de Moldova et la Tunisie;
2. *Approuve* la prorogation, pour deux ans, du programme du Paraguay et la deuxième prorogation, pour un an, du programme de l'Afrique du Sud, conformément à ce qui est indiqué au tableau 2 figurant dans le document E/ICEF/2011/P/L.29.

*Session annuelle
Le 23 juin 2011*

2011/10

Pays les moins avancés

Le Conseil d'administration

1. *Accueille* favorablement l'aval donné par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/280, en date du 17 juin 2011, à la Déclaration d'Istanbul (A/CONF.219/L.1) et au Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (A/CONF.219/3/Rev.1), ci-après appelé Programme d'action d'Istanbul;
2. *Rappelle* les caractéristiques fondamentales des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies énumérées par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/208, en date du 19 décembre 2007;
3. *Note* l'appui énergique donné par l'UNICEF aux pays les moins avancés;
4. *Souligne* la nécessité pour l'UNICEF de prêter une attention particulière à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans le cadre de l'appui qu'il apporte aux pays les moins avancés et conformément à son mandat;
5. *Invite* le Directeur général à incorporer, en étroite coopération avec le Président du Groupe des Nations Unies pour le développement, la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans le programme de l'UNICEF, comme demandé au paragraphe 153 du Programme d'action et au paragraphe 2 de la résolution 65/280 de l'Assemblée générale, et de rendre compte des progrès accomplis dans le cadre de son rapport annuel.

*Session annuelle
Le 23 juin 2011*

2011/11

Élection des membres du Bureau du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration,

Rappelant son règlement intérieur et soulignant qu'il importe de l'appliquer,

1. *Invite* les groupes régionaux à recommander des candidats en vue de l'élection des membres de son bureau à la deuxième session ordinaire de 2011;

2. *Engage* le Bureau à inviter les candidats dont il est question au paragraphe 1 à participer en tant qu'observateurs à ses réunions mensuelles pour leur permettre de mieux s'informer des travaux en cours et de mieux se préparer à remplir leurs futures fonctions en son sein;

3. *Décide* d'organiser, au début du mois de janvier de chaque année, à compter de 2012, la première réunion de sa première session ordinaire suivante afin d'élire le nouveau Président et les autres membres du Bureau, conformément à l'article 11 du Règlement intérieur;

4. *Prie* le Secrétariat de veiller à ce que la programmation et l'organisation de cette réunion supplémentaire se fassent en concertation avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences afin que les services de conférence soient fournis dans le cadre des services auxquels a droit le Conseil d'administration de l'UNICEF.

Session annuelle

Le 23 juin 2011

2011/12

Rapport annuel du Directeur général : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme pour 2006-2013

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport annuel du Directeur général sur les progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme pour 2006-2013 (E/ICEF/2011/9), et du document connexe, et apprécie les importants résultats obtenus en 2010;

2. *Réaffirme* que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) doit continuer à mieux axer sur les résultats les rapports qu'il lui soumet, y compris grâce à une communication améliorée et plus systématique des résultats obtenus à l'échelle de l'organisation, indiquant les contributions aux résultats nationaux envisagés dans les priorités nationales, et prend note à ce sujet, en s'en félicitant, du regain d'attention accordé à la stratégie fondée sur l'équité, qui pourra être utile à cet effet;

3. *Salue* les efforts en cours visant à renforcer la gestion axée sur les résultats et prie le Fonds, lorsqu'il établira le plan stratégique à moyen terme pour 2014-2017, de continuer à mettre en place un cadre solide de résultats qui illustre la chaîne complète des résultats, en indiquant ceux attendus à tous les niveaux, et compte que des consultations périodiques seront engagées avec ses membres sur les

questions de méthode, concernant notamment les indicateurs mesurables, la présentation du plan stratégique à moyen terme pour 2014-2017 et la gestion des résultats ainsi que l'établissement des rapports s'y rapportant;

4. *Prie* l'UNICEF de lui présenter à sa première session ordinaire de 2012, pour approbation, un plan de route en vue de l'établissement du plan stratégique à moyen terme pour 2014-2017, comprenant un cadre de gestion axée sur les résultats et des indications concernant les articulations entre ces travaux et le budget intégré du Fonds;

5. *Invite* le Directeur général de l'UNICEF à continuer de rechercher des gains d'efficacité en faisant preuve de rigueur budgétaire dans l'élaboration du projet de budget du Fonds pour l'exercice biennal 2012-2013, étant entendu que des ressources suffisantes doivent être allouées à la mise en œuvre du plan stratégique;

6. *Prie* l'UNICEF d'indiquer les enseignements tirés de l'expérience et de formuler des recommandations sur les futures stratégies de l'organisation dans les rapports qu'il lui présentera à l'avenir, et d'y décrire également les problèmes rencontrés et les mesures à prendre concrètement pour les régler;

7. *Engage* l'UNICEF à continuer d'appuyer les efforts que les gouvernements et d'autres partenaires nationaux déploient pour protéger les enfants de la violence, des mauvais traitements et de l'exploitation, et préconise le partage de l'information à cet effet;

8. *Considère* qu'il importe de rendre compte des résultats obtenus en ce qui concerne l'égalité des sexes dans tous les domaines essentiels du plan stratégique ainsi que, conformément à sa décision 2010/21, dans la gestion des ressources humaines, y compris un recrutement axé sur la nécessité de s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, en tenant dûment compte de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, et demande une nouvelle fois qu'il soit pleinement rendu compte des résultats correspondants dans le rapport annuel du Directeur général.

*Session annuelle
Le 23 juin 2011*

2011/13

Rapport sur l'état d'avancement du travail sur l'égalité des sexes à l'UNICEF

Le Conseil d'administration

1. *Réaffirme* que l'égalité des sexes est un des éléments stratégiques transversaux du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF;

2. *Prend note avec satisfaction* du rapport sur l'état d'avancement du travail sur l'égalité des sexes à l'UNICEF (E/ICEF/2011/10) et des mesures prises pour améliorer ce travail;

3. *Prend note* du système interne de contrôle mis en place à l'UNICEF pour mesurer le progrès accompli dans la mise en œuvre de la politique d'égalité des

sexes dans le travail du Fonds, engage celui-ci à intégrer la question dans ses processus programmatiques, insiste sur la nécessité de faire en sorte que des ressources financières et humaines adéquates soient consacrées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et prie l'UNICEF de lui présenter dans le rapport sur l'état d'avancement du travail sur l'égalité des sexes à l'UNICEF des renseignements sur la première utilisation du marqueur égalité des sexes;

4. *Demande instamment* à l'UNICEF d'apporter encore plus à la réalisation de meilleurs résultats en matière d'égalité des sexes et de faire rapport dans le plan stratégique à moyen terme sur les résultats de l'action menée à cet égard;

5. *Prend note* de l'étude indépendante de l'attention accordée à l'analyse de l'égalité des sexes, ainsi que des résultats du travail de l'UNICEF indiqués dans les documents sur les programmes de pays et, à ce propos, prie le Fonds de continuer d'apporter des améliorations, notamment en appliquant des processus appropriés d'assurance qualité et en faisant appel à des experts de la question;

6. *Recommande* que les mécanismes de responsabilisation institutionnelle soient renforcés, notamment en ce qui concerne la responsabilité de la direction quant aux résultats obtenus en matière d'égalité des sexes, d'assurance qualité tout au long du cycle de planification et de programmation, d'affectation des ressources humaines et financières, d'accès aux sources appropriées de connaissances d'expert dans le domaine de l'égalité des sexes, y compris en faisant appel aux experts locaux, et de compte rendu des résultats ventilés par sexe;

7. *Engage* l'UNICEF à continuer de renforcer les capacités de son personnel en matière d'analyse de la problématique hommes-femmes et de mettre au point des résultats et des indicateurs d'égalité des sexes dans tous ses domaines de programmation, y compris en mettant en place des spécialistes qualifiés chargés d'apporter leadership, orientations et connaissances d'expert au niveau du pays et au niveau régional;

8. *Engage* l'UNICEF à continuer de s'efforcer, au niveau de l'équipe dirigeante, de mieux intégrer l'analyse de l'égalité des sexes et les résultats y relatifs dans les activités conduites au siège, au niveau régional et à celui du pays en matière de programmation et d'élaboration de politiques, et aussi d'améliorer l'efficacité de son action ciblée;

9. *Prie* l'UNICEF de collaborer étroitement avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), dans le cadre des activités de l'équipe de pays, aux fins de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en faisant jouer la complémentarité et les effets de synergie afin d'aider à répondre aux priorités nationales et à atteindre les objectifs dans ces domaines;

10. *Prie* l'UNICEF de continuer à rendre compte à sa session annuelle de l'état d'avancement de son travail dans le domaine de l'égalité des sexes, tel que prévu dans le plan d'action prioritaire pour l'égalité des sexes, en tenant compte des dispositions de ses décisions.

*Session annuelle
Le 23 juin 2011*